

11 OCT. 2012

12-00502803



Service public fédéral
Mobilité et Transports
Mobilité et Sécurité routière

CONVENTION DE COMMUNICATION DE DONNÉES
entre
le Ministère de la Défense - Military Police Group
et
la Direction générale Mobilité et Sécurité routière
du Service public fédéral (SPF) Mobilité et Transports

1. CADRE ET OBJET DE LA CONVENTION

Demande d'autorisation du Military Police Group pour l'accès électronique permanent à des données à caractère personnel issues du répertoire matricule des véhicules de la DIV, afin de les utiliser dans le cadre de ses missions (escortes motorisées, missions de circulation, missions de surveillance, constatations d'accidents de la route).

La présente convention fixe les règles de la communication de données extraites du fichier de la DIV au Military Police Group du Ministère de la Défense à l'appui de l'autorisation n° AF 09/2012 du 31 mai 2012 du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale (CSAF) institué au sein de la Commission de la Protection de la Vie Privée (CPVP) et portant sur la surveillance des flux électroniques des données.

2. LES RESPONSABLES DU TRAITEMENT

Au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, les responsables du traitement sont :

- a) La Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (DIV), faisant partie de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports (n° d'entreprise 0308357852), dont le siège est situé City Atrium, rue du Progrès 56 à 1210 Bruxelles (Saint-Josse-ten-Noode) et représentée par Monsieur Jean-Paul GAILLY, Directeur général Mobilité et Sécurité routière. La DIV agit comme responsable du traitement en tant, notamment, qu'administration publique qui collecte et communique des données de son répertoire matricule des véhicules.
- b) Military Police Group (MP Gp), unité de police mise en œuvre au sein du Ministère de la Défense, dont le siège est établi au Quartier Reine Elisabeth, rue d'Evere, 1 à 1140 Bruxelles (Evere), représentée par Monsieur le Major Dirk NEYT, Chef de Corps, agissant au nom du Military Police Group. Le Military Police Group agit comme responsable du traitement en tant, notamment, qu'organisme de contrôle au sein de la Défense qui reçoit des données de la DIV et qui les traite au sens des termes de la présente convention.

DIV et le Military Police Group agissent par conséquence en qualité de responsables du traitement en tant qu'organismes qui déterminent les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel (§ 4, article 1^{er} de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée).

3. FOURNISSEUR ET DESTINATAIRE DES DONNÉES

Le fournisseur des données est la DIV, mieux identifiée au point 2.a ci-avant et le destinataire des données est le Military Police Group, mieux identifié(e) au point 2.b ci-avant et désigné(e) ci-après en cette qualité de « destinataire ».

4. OBJECTIF(S) AVALISÉ(S) PAR LE COMITÉ SECTORIEL POUR L'AUTORITÉ FÉDÉRALE (CSAF)

Sous réserve des conditions éventuelles mentionnées dans l'autorisation du CSAF, les objectifs du destinataire permis par le CSAF pour l'utilisation des données de la DIV sont les suivants :

Sur base de l'immatriculation du véhicule, pouvoir identifier un conducteur :

1. ayant contrevenu au Code de la Route (dans le cadre du non respect d'injonction d'un agent qualifié) et permettre à la Police Militaire de rédiger un procès-verbal destiné à informer les autorités judiciaires compétentes.
2. ayant contrevenu au Code Pénal en ayant pénétré de manière illicite un domaine militaire, ou en se trouvant sans autorisation sur le dit domaine, et permettre à la Police Militaire de rédiger un rapport circonstancié destiné à informer les autorités judiciaires et militaires compétentes.
3. ayant commis un délit de fuite suite à son implication dans un accident de la route avec un véhicule militaire et permettre à la Police Militaire de rédiger un rapport d'accident destiné à informer les autorités judiciaires et militaires compétentes.

Tout autre objectif n'ayant pas reçu l'agrément formel du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale ne pourra être légitimement utilisé.

5. DONNÉES COMMUNIQUÉES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION

Voir, en annexe, et l'autorisation AF N° 09/2012, datée du 31 mai 2012, provenant du CSAF institué au sein de la CPVP et le Web Services figurant sur le site du SPF Mobilité et Transports, à savoir www.mobilit.fgov.be > DIV > Communication de données à des tiers.

6. LA SOUS-TRAITANCE

- a) Lorsque le traitement est confié à un sous-traitant, par exemple un service ICT, le responsable du traitement ou, le cas échéant, son représentant en Belgique, doit :
 - 1 ° choisir un sous-traitant qui apporte des garanties suffisantes au regard des mesures de sécurité technique et d'organisation relatives aux traitements;
 - 2 ° veiller au respect de ces mesures notamment par la stipulation de mentions contractuelles;
 - 3 ° fixer dans le contrat la responsabilité du sous-traitant à l'égard du responsable du traitement;
 - 4 ° convenir avec le sous-traitant que celui-ci n'agit que sur la seule instruction du responsable du traitement et est tenu par les mêmes obligations que celles auxquelles le responsable du traitement est tenu en application des dispositions du point c ci-après;
 - 5 ° consigner par écrit ou sur un support électronique les éléments du contrat visés aux 3 ° et 4 ° relatifs à la protection des données et les exigences portant sur les mesures visées aux dispositions du point c ci-après.
- b) Si le destinataire choisit un sous-traitant, un contrat de sous-traitance doit donc être conclu entre eux et une copie de ce document sera transmise au

fournisseur (la DIV) ; ce contrat fera partie intégrante de la présente convention. Le sous-traitant choisi par le destinataire respectera en tous points les termes de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.

- c) Toute personne agissant sous l'autorité du responsable du traitement ou de celle du sous-traitant, ainsi que le sous-traitant lui-même, qui accède à des données à caractère personnel, ne peut les traiter que sur instruction du responsable du traitement, sauf en cas d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.
- d) En l'absence d'instructions de la part du responsable du traitement et en dehors d'une obligation imposée par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, le sous-traitant s'abstiendra de traiter des données à caractère personnel et ne prendra aucune initiative en la matière.
- e) Toute modification substantielle apportée par le destinataire aux mesures de sécurité technique et d'organisation relatives aux traitements doit être signalée au fournisseur (la DIV), comme, par exemple et non exhaustivement, un changement de matériel informatique ou un changement de sous-traitant.

7. RESTRICTIONS ÉVENTUELLES

Aux conditions prévues par les articles 10 et 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, la personne concernée par le traitement de ses données à caractère personnel peut exercer son droit de regard sur ces données ainsi que son droit de rectification de celles-ci. A ces mêmes conditions, elle peut également exercer son droit de suppression ou d'interdiction de l'utilisation desdites données à caractère personnel qui, compte tenu du but du traitement, sont incomplètes ou non pertinentes ou dont l'enregistrement, la communication ou la conservation sont interdits ou encore qui ont été conservées au-delà de la période autorisée.

En pratique, moyennant la preuve de l'identité de la personne concernée et sur base d'une demande datée et signée de sa part, celle-ci peut obtenir, sans frais, auprès du destinataire (dont l'adresse est mentionnée au point 2.b de la présente convention) la communication des données la concernant ainsi que la rectification de ces données si celles-ci se révèlent incomplètes, incorrectes ou excessives. Cette même demande peut être effectuée par courrier électronique à l'adresse suivante : +MPGP-SA-MPGROUP.OB-B@mil.be

Le destinataire, en cette qualité, doit fournir à la personne concernée au moins les informations suivantes, sauf si cette dernière en est déjà informée :

- a) Les coordonnées complètes du siège administratif du destinataire et, le cas échéant, le nom et l'adresse de son représentant.
- b) Les finalités du traitement.
- c) L'existence d'un droit de s'opposer, sur demande et gratuitement, au traitement des données à caractère personnel la concernant envisagé à des fins de *direct marketing* ; dans ce cas, la personne concernée doit être informée avant que des données à caractère personnel ne soient pour la première fois communiquées à des tiers ou utilisées pour le compte de tiers à des fins de *direct marketing*.
- d) D'autres informations supplémentaires, notamment :
 - les catégories de données concernées ;
 - les destinataires ou les catégories de destinataires ;
 - l'existence d'un droit d'accès et de rectification des données la concernant ;

sauf dans la mesure où, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles les données sont traitées, ces informations supplémentaires ne sont pas nécessaires pour assurer à l'égard de la personne concernée un traitement loyal des données.

e) L'existence du présent protocole d'accord.

Le Registre public des traitements de données à caractère personnel peut être consulté auprès de la Commission de Protection de la Vie Privée (CPVP), rue Haute 139 à 1000 Bruxelles.

8. BASES NORMATIVES

a) Pour la DIV :

- Loi du 16 mars 1968 relative à la Police de la Circulation routière.
- l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules ainsi que son répertoire-matricule créé en vertu de cet arrêté royal.

c) Pour le destinataire :

- Arrêté Royal du 1 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, en ses articles : 3.11°, 4.1, 4.2 et 4.3.
- Code Pénal, Chapitre 2, Article 120ter. 2°

9. CONDITIONS DE L'ACCORD

a) En signant le présent accord, chacune des parties s'engage à respecter les conditions et modalités décrites dans l'accord et dans ses annexes éventuelles, notamment la durée de conservation des données à caractère personnel reçues de la DIV qui ne peut excéder celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont obtenues ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement.

b) Une demande qui fixe le cadre et l'objet d'un traitement de données à caractère personnel doit être préalablement adressée au Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale (CSAF). Celui-ci, avant d'octroyer son autorisation, vérifie si la communication de données envisagée est conforme aux dispositions légales et réglementaires. A cette condition seulement, la DIV pourra conclure une convention avec le demandeur visant à la communication de données. L'autorisation du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale ainsi que ses conditions éventuelles feront partie intégrante de la convention projetée sous forme d'une annexe écrite.

La DIV se réserve le droit de requérir confirmation de cette autorisation directement auprès dudit comité sectoriel avant toute mise en œuvre de la convention sollicitée.

Cette disposition constitue une condition sine qua non à la conclusion d'une convention de communication de données à caractère personnel entre le fournisseur qu'est la DIV et un destinataire potentiel.

10. MODIFICATIONS DE L'ACCORD

Toute modification apportée au texte et au principe du présent accord fera obligatoirement partie intégrante d'un nouvel accord écrit, approuvé et signé par les deux parties.

11. POINTS DE CONTACT

a) Pour le destinataire : +MPGP-SA-MPGROUP.OB-B@mil.be

b) Pour la DIV : help.div@mobilite.fgov.be

c) Pour ICT: parking.div@mobilite.fgov.be

12. UTILISATION ET SÉCURISATION DES DONNÉES

- a) Le destinataire a l'obligation de prendre toutes précautions nécessaires afin de garantir la sécurité des données reçues et en est responsable en application des dispositions de la présente convention. Le destinataire a le choix de s'adjoindre un conseiller en sécurité de l'information, responsable de l'exécution de la politique de sécurité du destinataire, soit en son sein, soit auprès d'un tiers spécialisé nommément désigné vu que cette personne sera normalement le premier contact en cas de problèmes. Ce conseiller en sécurité peut aussi être choisi au niveau sectoriel pour plusieurs destinataires.
- b) Par la signature de la présente convention, le destinataire s'est assuré que les réseaux auxquels sont connectés les équipements impliqués dans le traitement des données à caractère personnel garantissent la confidentialité et l'intégrité de celles-ci.
- c) Toute autre utilisation des données reçues que celle(s) prévue(s) à la présente convention est strictement interdite et conduit à l'annulation pure et simple de la présente convention en application du point 14 de celle-ci (clause de nullité – sanction).
- d) La Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (DIV), faisant partie de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service public fédéral Mobilité et Transports se réserve le droit de mener des audits et des enquêtes par sondages, au besoin auprès des personnes concernées par le traitement de leurs données à caractère personnel mais aussi auprès du destinataire, afin de contrôler si ce dernier respecte ses engagements vis-à-vis de la présente convention.
- e) Le destinataire des données, en cette qualité, s'engage à accorder à tout moment, un droit de regard à la DIV, à la CPVP et au CSAF ainsi qu'à leurs représentants désignés sur tous les documents considérés comme pertinents pour ces services, et à répondre à toutes leurs questions. Le cas échéant, ces personnes peuvent effectuer une visite ou une consultation sur place, annoncée à l'avance ou non, afin de contrôler le respect des conditions stipulées dans la présente convention dans le chef du destinataire ou de son sous-traitant éventuel.
- f) La DIV et le destinataire, en tant que responsables du traitement, et leurs sous-traitants éventuels, prennent les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non-autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que la modification, l'accès et tout autre traitement non-autorisé de données à caractère personnel.
Le niveau de protection doit être proportionné à l'état de la technique en la matière, aux frais qu'il engendre, à la nature des données et aux risques potentiels.
- g) Le destinataire ou son sous-traitant éventuel ont l'obligation d'établir un plan de sécurité et de répertorier toute question ou réclamation reçue relative à la sécurité des données à caractère personnel ; de même, tout incident éventuel doit être répertorié.
En cas d'incidents sérieux ou répétitifs quant à la sécurité des données à caractère personnel (violation) dans le chef du destinataire ou de son sous-traitant éventuel, ceux-ci doivent être communiqués au fournisseur (la DIV). Ce dernier estime s'il y a lieu d'avertir les autorités judiciaires compétentes, en tenant compte des dispositions pénales prévues aux articles 37 à 43 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée. La notification faite aux autorités judiciaires par le fournisseur de données décrira les conséquences de la violation et les mesures proposées ou prises pour y remédier.

13. DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

- a) La présente convention est conclue pour une durée indéterminée et prend cours à la date de sa signature par les deux parties.
- b) Elle peut être résiliée par une des parties moyennant un préavis de 3 mois sauf dispositions expresses indiquées au point 14 de la présente convention (clause de nullité – sanction).

14. CLAUSE DE NULLITÉ - SANCTION

Si les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée ou si les dispositions de la présente convention ne sont manifestement pas respectées, la DIV, en tant que fournisseur, se réserve le droit d'interrompre, sur le champ et suite aux contrôles qu'elle aura effectués conformément aux points 12.e et 12.f de cette convention, la communication de données au destinataire et lui en notifie les raisons par courrier postal recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception.

De par cette notification, la convention conclue entre le destinataire et la DIV devient nulle et non avenue.

Tous les différends qui trouvent leur origine dans la présente convention et qui ne peuvent être résolus aux termes de celle-ci sont du ressort des tribunaux de Bruxelles.

15. ANNEXES

Toute annexe pourra décrire, au besoin et dans le détail, la portée de la collaboration, la durée éventuelle du projet, les conditions à remplir et moyens à mettre en œuvre par chacune des parties.

Sont joints :

- L'autorisation du Comité Sectoriel pour l'Autorité Fédérale au sujet de la présente convention.

16. PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Le traitement des données ainsi recueillies s'effectuera conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à ses arrêtés d'application, modifiée par la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le destinataire s'engage à n'utiliser les données reçues de la DIV que pour la(les) finalité(s) et à la(aux) condition(s) décrite(s) dans l'autorisation du CSAF.

17. TRANSPARENCE

- a) Les parties concernées par la convention ainsi conclue marquent leur accord pour que celle-ci figure intégralement sur le site Internet du SPF Mobilité et Transports, dénommé www.mobilit.fgov.be.
- b) Des exemplaires « papiers » de cette convention sont également disponibles sur simple demande écrite à la DIV ou au destinataire aux adresses postales indiquées aux points 2.a et 2.b de la présente convention ou aux adresses électroniques «help.DIV@mobilit.fgov.be » ou « +MPGP-SA-MPGROUP.OB-B@mil.be ».

18. DIFFÉRENCES INTERPRÉTATIVES DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Les parties contractantes s'engagent à trouver une solution aux difficultés qui pourraient surgir quant aux différences d'interprétation de la présente convention, de ses annexes et de ses avenants. En cas de situation conflictuelle générée par des différents sur l'interprétation de cette convention, avantage sera toujours accordé à la résolution du CSAF.

Fait à Bruxelles, le ...22... octobre... 2012 en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Pour le Military Police Group,

Pour la DIV,

Dirk NEYT
Major, Chef de Corps

Jean-Paul GAILLY,
Directeur général Mobilité et Sécurité routière

ll



Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale

Délibération AF n° 09/2012 du 31 mai 2012

Objet: demande d'autorisation d'accès à la base de données de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules (DIV) du SPF Mobilité et transports par le Military Police Group du Ministère de la Défense (AF-MA-2012-007)

Le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale ;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après LVP), en particulier les articles 31*bis* et 36*bis* ;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2003 *fixant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement de certains comités sectoriels institués au sein de la Commission de la protection de la vie privée*, en particulier l'article 18 ;

Vu la demande du Military Police Group du Ministère de la Défense reçue le 02/03/2012;

Vu la demande d'avis technique et juridique adressée au Service public fédéral Fedict en date du 02/05/2012;

Vu l'avis technique et juridique reçu le 24/05/2012;

Vu le rapport du Président ;

Émet, après délibération, la décision suivante, le 31/05/2012:

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. Le 2 mars 2012, le Comité a reçu une demande d'autorisation du Military Police Group du Ministère de la Défense (ci-après, le MPG) afin d'accéder électroniquement de manière permanente à des données à caractère personnel issues du répertoire matricule des véhicules de la DIV afin de les utiliser dans le cadre de ses missions.

2. Le MPG est l'Unité de Police Militaire mise en œuvre au sein du Ministère de la Défense. Son rôle principal est d'agir préventivement dans l'exécution de ses différentes missions. Par une politique de présence et de contrôle, elle doit éviter que des transgressions ne soient commises par des militaires à l'encontre des lois, règlements, prescriptions et ordres concernant la discipline, la circulation et la sécurité.

La Police Militaire n'est pas considérée comme un service de Police du pouvoir public selon la législation belge, au sens de la loi du 05 août 1992 sur la fonction de police.

Néanmoins,

- lorsqu'elle exécute des missions d'escorte motorisée au profit d'autorités, tant militaires que civiles, les membres de la Police Militaire revêtent le statut d'agent qualifié pour veiller à l'exécution des lois relatives à la police de la circulation routière ainsi que des règlements pris en exécution de celles-ci, mais uniquement pour la régulation du trafic (Code de la Route, article 3.11°, Arrêté Royal du 01 décembre 1975), et sont habilités à dresser procès-verbal.
- suivant le décret du 24 décembre 1811, articles 67 et 74, toute personne qui tente de pénétrer, circule ou tente de quitter une installation militaire en infraction avec les prescriptions de sécurité ou toute personne qui photographie une installation militaire, sera détenue sous les conditions prévues pour la mise sous contrôle (ndlr : lire actuellement « conformément à la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive »). Cette personne sera fouillée, séparée des documents ou objets suspects, et sera remise dès que possible aux autorités judiciaires compétentes¹.

Plus généralement, lorsqu'à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, la Police militaire constate l'existence d'infractions, elle est amenée à exercer les fonctions judiciaires de commandant d'unité, c'est-à-dire à prendre toutes les mesures conservatoires qui s'imposent et à en avertir l'autorité judiciaire compétente ainsi que le chef hiérarchique compétent.

C'est dans ce cadre que le demandeur souhaite pouvoir continuer de disposer des données nécessaires issues de la base de données de la DIV moyennant une autorisation à y accéder via un accès électronique permanent.

¹ Cf. également l'article 120ter, 2° du Code pénal (voir infra)

II. EXAMEN DE LA DEMANDE

A. RECEVABILITÉ

3. En vertu de l'article 36*bis* de la LVP, "*toute communication électronique de données personnelles par un service public fédéral ou par un organisme public avec personnalité juridique qui relève de l'autorité fédérale, exige une autorisation de principe (du comité sectoriel compétent)*".
4. Il incombe à ce Comité de vérifier "*que ladite communication, d'une part, est nécessaire à la mise en œuvre des missions confiées, par ou en vertu de la loi, à l'autorité fédérale demanderesse et, d'autre part, que cette communication, en ses divers aspects, est compatible avec l'ensemble des normes en vigueur en matière de protection de la vie privée en ce qui concerne le traitement de données personnelles.*" (Doc. Parl. 50, 2001-2002, n° 1940/004).
5. La DIV, qui fait partie du SPF Mobilité et Transports, communiquera des données à caractère personnel au demandeur via un accès électronique permanent. Le Comité est par conséquent compétent.

B. QUANT AU FOND

1. PRINCIPE DE FINALITÉ

6. L'article 4, § 1, 2° de la LVP ne permet le traitement de données à caractère personnel que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et les données ne peuvent en outre pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités. Le Comité examine dans les paragraphes suivants si ces principes sont respectés dans le cas présent.
7. En vertu de l'article 6 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules prévoit, les données à caractère personnel du répertoire matricule des véhicules peuvent être traitées notamment, pour la recherche et la poursuite pénale des crimes, délits et contraventions (cf. 1°) et la communication aux personnes impliquées dans un accident de la circulation du nom des compagnies d'assurances couvrant la responsabilité civile résultant de l'utilisation des chacun des véhicules concernés par cet accident (cf. 16°).
8. Les finalités poursuivies par le MPG consistent, à partir de l'immatriculation du véhicule, à pouvoir identifier un conducteur² :

² Cf. la Loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière (article 62) et le Code Pénal (article 120*ter*, 2°)

- ayant contrevenu au Code de la Route (dans le cadre du non-respect d'injonction d'un agent qualifié) et permettre à la Police Militaire de rédiger un procès-verbal destiné à informer l'autorité judiciaire compétente ;
- ayant contrevenu au Code Pénal en ayant pénétré de manière illicite sur un domaine militaire, ou en se trouvant sans autorisation sur le dit domaine, et permettre à la Police Militaire de rédiger un rapport circonstancié destiné à informer l'autorité Judiciaire compétente ;
- ayant commis un délit de fuite suite à son implication dans un accident de la route avec un véhicule militaire et permettre à la Police Militaire de rédiger un rapport d'accident destiné à informer les autorités judiciaires et militaires compétentes.

9. Les agents du MPG sont habilités à rechercher et à constater des infractions pénales ou à établir des rapports d'information dans le cadre desquels les données de la DIV sont demandées :

- Aux termes de l'article 3 de l'Arrêté Royal du 1 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, « les agents qualifiés pour veiller à l'exécution des lois relatives à la police de la circulation routière, ainsi que des règlements pris en exécution de celles-ci, sont :

(...)

11° : le personnel de la police militaire belge dans l'exercice de ses fonctions, pour ce qui concerne uniquement l'application de l'article 4.1 à 4.3 » ;

L'article 4 de l'Arrête précité dispose comme suit :

« 4.1. Les usagers doivent obtempérer immédiatement aux injonctions des agents qualifiés.

4.2. Sont notamment considérés comme injonctions :

1° le bras levé verticalement, qui signifie arrêt pour tous les usagers, sauf pour ceux qui se trouvent à l'intérieur d'un carrefour, lesquels doivent évacuer celui-ci;

2° le ou les bras tendus horizontalement, qui signifie arrêt pour les usagers qui viennent de directions coupant celles indiquées par le ou les bras tendus;

3° le balancement transversal d'un feu rouge, qui signifie arrêt pour les conducteurs vers lesquels le feu est dirigé.

4.3. Les injonctions adressées aux usagers en mouvement ne peuvent être données que par des agents portant les insignes de leur fonction. Ces insignes doivent pouvoir être reconnus de nuit comme de jour. (...) »

- Selon le Code Pénal, Chapitre 2, article 120ter :

« Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 100 euros : (...)

2° Quiconque, sans autorisation, aura escaladé ou franchi soit les revêtements ou les talus des fortifications, soit les murs, barrières, grilles, palissades, haies ou autres clôtures, établis sur un terrain militaire ou aura pénétré dans un fort ou l'un des autres établissements visés par l'article 120bis, 1°».

- Suivant le décret du 24 décembre 1811 relatif à l'organisation et au service des états-majors des places (articles 67 et 74), toute personne qui tente de pénétrer, circule ou tente de quitter une installation militaire en infraction avec les prescriptions de sécurité ou toute personne qui photographie une installation militaire, sera détenue sous les conditions prévues pour la mise sous contrôle (loi du 20 juillet 1990). Cette personne sera fouillée, séparée des documents ou objets suspects, et sera remise dès que possible aux autorités judiciaires compétentes.
- Enfin, lors d'un délit de fuite d'un conducteur impliqué dans un accident de la route avec un véhicule militaire pour permettre à la Police Militaire de rédiger un rapport d'accident destiné à informer les autorités judiciaires et militaires compétentes.

L'accès à la base de données de la DIV implique bien entendu qu'un véhicule immatriculé dans le répertoire de la DIV soit concerné.

10. Le Comité constate donc que les traitements de données envisagés par la MPG seront réalisés pour des finalités déterminées, explicites et légitimes.
11. Par ailleurs, l'accès aux données est subordonné à la condition que les données ne soient obtenues et utilisées que
 - a. lorsqu'il existe un besoin concret et justifié d'identifier une personne par le biais de sa plaque d'immatriculation ou de procéder à des recoupements nécessaires, et cela
 - b. dans le cadre de la mission du MPG de recherche et de poursuite pénale des infractions ou d'établissement d'un rapport d'information.
12. Le Comité rappelle que les données demandées ne peuvent être traitées qu'en vue de ces finalités.

2. PRINCIPE DE PROPORTIONNALITÉ

2.1. Nature des données

13. L'article 4, § 1, 3^o de la LVP stipule que les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont obtenues et pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement.
14. La MPG demande l'accès aux données suivantes relatives aux personnes physiques titulaires du certificat d'immatriculation:
- Nom, prénom et adresse complète du titulaire de l'immatriculation
 - Langue du certificat d'immatriculation et date d'établissement
 - Numéro de châssis, marque et type de véhicule
 - Assurance
15. Ces données ont, de manière générale, pour objectif d'identifier la personne physique ou morale titulaire de l'immatriculation, de vérifier s'il s'agit d'une vraie plaque, d'une fausse plaque, ou d'une plaque volée posée sur un autre véhicule ainsi que de recouper des informations dans le cadre d'une enquête.
16. La donnée « langue du certificat » est demandée car l'envoi du procès-verbal et du formulaire-réponse est adressé à la personne concernée dans la langue d'établissement du certificat.
17. Selon la demande, le numéro de châssis et les données d'identification de la compagnie d'assurances s'avèrent particulièrement utiles lors du délit de fuite d'un véhicule civil à la suite d'un accident avec un véhicule militaire. Ceci impose de réunir le maximum d'informations³ avant de transmettre le rapport à l'autorité judiciaire et à la Direction Générale d'Appui Juridique et Médiation – Section du Contentieux, service de la Défense chargé des accidents et des relations avec les compagnies d'assurances.
18. À la lumière des finalités décrites aux points supra, le Comité conclut que les données auxquelles le demandeur aura accès sont proportionnées à la réalisation des finalités décrites.

³ Permettant notamment de recouper le numéro de la plaque avec le véhicule en cause.

Concernant la donnée "adresse", le Comité attire l'attention du demandeur sur le fait que celle-ci devrait faire l'objet d'une vérification auprès du Registre national, source authentique de cette donnée afin de s'assurer de son exactitude et de son actualité⁴.

19. De plus, le Comité attire l'attention sur le fait que les données recueillies doivent être considérées comme étant des données judiciaires, telles que visées dans la LVP, si elles sont collectées ou traitées afin d'être utilisées pour introduire une affaire en justice ou lorsqu'elles peuvent donner lieu à des sanctions administratives.
20. Il est dès lors recommandé que le demandeur respecte les conditions particulières relatives à ce type de traitements. Ces conditions sont mentionnées à l'article 25 de l'Arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la LVP. En vertu de cet article, le responsable doit désigner clairement les catégories de personnes ayant accès aux données et leur fonction doit être décrite précisément. La liste des catégories de personnes doit être tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée. Le responsable doit en outre veiller à ce que ces personnes désignées soient tenues, par une obligation légale, statutaire ou contractuelle, au respect du caractère confidentiel des données.

2.2. Délai de conservation des données

21. La MPG demande à conserver les données pour une durée de :
- Procès-verbal : 10 ans ; néanmoins, après demande de compléments d'information, le MPG consent à ramener ce délai à 2 ans, temps normalement suffisant pour répondre à toute requête de l'autorité judiciaire ;
 - Rapport d'information (y compris rapport d'accident) : 5 ans (délai calqué sur la durée de conservation du carnet de renseignements du personnel MP (règlement IF185).

En cas d'événement avec blessés, la durée de conservation est fixée à 10 ans.

Le Comité attire l'attention du demandeur sur le fait que le mode de conservation des données doit être adapté en fonction des besoins qui évoluent avec le temps. Ainsi le traitement d'un dossier en cours nécessite une conservation des données telle que celles-ci soient disponibles et accessibles par les personnes chargées du dossier. Dès l'expiration des délais nécessaires à la gestion du dossier, le mode de conservation des données ne doit plus permettre qu'une disponibilité et un accès restreints. Une fois que la conservation n'est plus nécessaire pour la réalisation de la finalité poursuivie (en ce compris les délais de recours, de prescription et d'archivage), les données doivent être détruites.

⁴ Le cas échéant, il y a lieu de demander une autorisation d'accès auprès le Comité sectoriel du Registre national.

22. Le Comité estime que les délais de conservation sont adéquats à la lumière de l'article 4, § 1er, 5° de la LVP.

2.3. Fréquence de l'accès et durée de l'autorisation

23. Le MPG demande un accès permanent dès lors qu'il doit pouvoir disposer à tout instant des renseignements nécessaires à l'établissement rapide d'un procès-verbal, afin de pouvoir transmettre une copie de celui-ci au contrevenant dans le délai légal imparti.

De même, en cas d'accident de la route avec délit de fuite, ces mêmes renseignements sont vitaux pour pouvoir réagir avec rapidité et efficacité et faire face à toute requête de l'autorité judiciaire.

Le Comité peut admettre qu'un accès permanent soit nécessaire et approprié à la lumière de l'article 4, §1, 3° de la LVP.

24. L'accès est également demandé pour une durée indéterminée. En effet, la réglementation ne limite dans le temps les missions de la MPG ni pour la recherche et la poursuite pénale des infractions, ni pour l'établissement des rapports d'information. Le Comité estime donc que la demande d'autorisation pour une durée indéterminée est appropriée.

2.4. Destinataires et/ou tiers auxquels des données sont communiquées

25. Au sein de la MPG, les accès seront octroyés à deux personnes : le Chef du Bureau Enquête et son adjoint.
26. Les informations collectées auprès de la DIV seront communiquées aux magistrats des parquets de Police des arrondissements judiciaires auxquels sont adressés les procès-verbaux et les rapports ainsi qu'à la Direction Générale d'Appui Juridique et Médiation – Section du Contentieux du Ministère de la Défense.
27. À la lumière de l'article 4, § 1, 3° de la LVP, le Comité n'a pas d'objection au fait que les personnes susmentionnées aient accès aux données à caractère personnel en question, à condition qu'elles n'utilisent cet accès que dans les limites des compétences qui leur ont été attribuées par la réglementation. Il demande également que les mesures nécessaires soient prises pour que seules ces personnes puissent disposer de l'accès et il attire une fois encore l'attention sur les conditions particulières reprises à l'article 25 de l'Arrêté royal du 13 février 2001 (cf. ci-dessus les points 19-20).

3. PRINCIPE DE TRANSPARENCE

28. Le Comité rappelle qu'un traitement de données loyal est un traitement qui se fait de manière transparente. L'obligation d'information au sens de l'article 9, § 2 de la LVP constitue une des pierres angulaires d'un traitement transparent.

29. En l'espèce, les traitements de données envisagés seront effectués en vue de l'application de dispositions prescrites par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. En vertu de l'article 9, § 2, 2^{ème} alinéa, b) de la LVP, une dispense de l'obligation d'information s'applique dans une telle situation. Cette exception à l'obligation d'information, visée à l'article 9, § 2 de la LVP, ne concerne toutefois que la collecte indirecte de données légitimée par une loi.

Le Comité souligne qu'en procédant au relevé des plaques minéralogiques, le MPG réalisera une collecte directe de données qui est entièrement soumise à l'obligation d'information.

30. Le Comité estime par conséquent nécessaire que – dans les cas où le MPG collecte certaines données auprès de la personne concernée – celle-ci soit clairement informée du nom du responsable du traitement, de la finalité du traitement et de l'existence du droit d'accès et de rectification des données qui les concernent (cf. article 9, § 1 de la LVP).

Dans les compléments d'information fournis au Comité, le MPG propose, dans le cas de l'établissement d'un rapport d'information ou d'accident, d'informer l'intéressé par lettre du relevé du numéro de sa plaque d'immatriculation en vue de la consultation de la DIV pour l'établissement d'un rapport d'information transmis au Procureur du Roi.

Le contrevenant, également, après avoir été identifié par le MPG via l'accès à la DIV, est informé qu'il fait l'objet d'un procès-verbal lors (ndlr, lire « au plus tard, lors ») de la réception de celui-ci, accompagné du formulaire-réponse par lequel l'intéressé communique d'autres informations ainsi que sa version des faits, assortie de la reconnaissance ou de la dénégation de l'infraction.

La Comité en prend acte.

31. Pour les données qui n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée, le Comité considère que la dispense d'information visée à l'article 9, § 2, 2^{ème} alinéa, b) de la LVP trouve à s'appliquer (cf. supra point 29). Cette dispense n'empêche toutefois pas que le Comité puisse s'assurer de l'existence de garanties adéquates pour la protection des droits fondamentaux des personnes concernées, et ce, en complément de celles exposées au point précédent. La communication d'informations générales quant au fait que des données sont réclamées à la DIV pour la réalisation des finalités précitées peut, par exemple, être fournie sur les sites Internet du

demandeur et de la DIV sans pour autant que cela ne nuise à la réalisation des enquêtes ou situations particulières.

4. SÉCURITÉ

4.1 Au niveau de la MPG

32. Il ressort des documents communiqués par le demandeur que ce dernier dispose d'un conseiller en sécurité de l'information ainsi que d'une politique de sécurité générale et d'un plan en application de celle-ci. Le Comité en prend acte.

4.2 Au niveau de la DIV

33. Il ressort des documents communiqués que la DIV répond positivement aux douze premières questions du questionnaire d'évaluation en matière de sécurité des traitements de données à caractère personnel. Par conséquent, elle dispose d'un conseiller en sécurité de l'information ainsi que d'une politique de sécurité générale et d'un plan en application de celle-ci. Le Comité en prend acte.

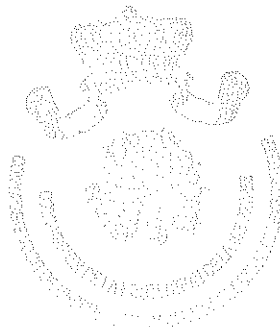
PAR CES MOTIFS,

le Comité

- **autorise** le SPF Mobilité et transports (DIV) et le Ministère de la Défense (MPG) à effectuer le traitement de données visé dans la demande d'autorisation, moyennant la prise en considération des remarques exposées ci-avant (voir, en particulier, les points 18, 20-21, 27, 28-31).

L'Administrateur f.f.,

(sé) Patrick Van Wouwe



Le Président,

(sé) Willem Debeuckelaere

Pour copie certifiée conforme :

Patrick Van Wouwe,
Chef de section OMR 04.06.2012



Sectoraal comité voor de Federale Overheid

Beraadslaging FO nr 09/2012 van 31 mei 2012

Betreft: Machtigingsaanvraag van de Military Police Group van het Ministerie van Landsverdediging om toegang te krijgen tot de gegevens van de Directie Inschrijving Voertuigen (DIV) van de FOD Mobiliteit en Vervoer (AF-MA-2012-007)

Het Sectoraal comité voor de Federale Overheid;

Gelet op de wet van 8 december 1992 *tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens* (hierna WVP), inzonderheid de artikelen 31*bis* en 36*bis*;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2003 *tot vaststelling van de nadere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van bepaalde sectorale comités opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer*, inzonderheid artikel 18;

Gelet op de aanvraag van de Military Police Group van het Ministerie van Landsverdediging ontvangen op 02/03/2012;

Gelet op de aanvraag van het technisch en juridisch advies gericht aan de Federale Overheidsdienst Fedict op 02/05/2012;

Gelet op het technisch en juridisch advies ontvangen op 24/05/2012;

Gelet op het verslag van de Voorzitter;

Beslist op 31 mei 2012, na beraadslaging, als volgt:

I. ONDERWERP VAN DE AANVRAAG

1. Het Comité ontving op 2 maart 2012 een aanvraag van de Military Police Group van het Ministerie van Landsverdediging (hierna MPG) om in het raam van de uitvoering van zijn opdrachten een permanente elektronische toegang te krijgen tot de persoonsgegevens in het voertuigenrepertorium van de DIV.
2. De MPG is een Militaire politie-eenheid die opgericht werd bij het Ministerie van Landsverdediging. De essentiële taak van de MPG bestaat erin tijdens het uitvoeren van de diverse opdrachten preventief op te treden. Door een aanwezigheids- en controlepolitiek moet zij er op toezien dat geen overtredingen worden begaan door militairen tegen wetten, reglementen, voorschriften en orders aangaande de tucht, het verkeer en de veiligheid.

De militaire politie wordt door de Belgische wetgeving niet beschouwd als een politiedienst in de zin van de Wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

Niettemin,

- als zij ten behoeve van autoriteiten zowel militaire als civiele gemotoriseerde escortes uitvoeren, verkrijgen de leden van de militaire politie het statuut van bevoegd agent om toe te zien op de uitvoering van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsreglementen, doch enkel voor het regelen van het verkeer (wegcode , artikel 3, 11°, koninklijk besluit van 1 december 1975) en zijn zij gemachtigd tot het opstellen van proces-verbaal.
- volgens het decreet van 24 december 1811, artikelen 67 en 74, (nvdr. vrije vertaling) zal iedere persoon die in weerwil van de veiligheidsvoorschriften een militaire installatie betreedt, er zich verplaatst of deze tracht te verlaten of iedere persoon die een militaire installatie fotografeert, aangehouden worden onder de voorwaarden bepaald voor het toezicht (nvdr. moet thans gelezen worden als "overeenkomstig de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis"). Deze persoon zal gefouilleerd worden, verdachte documenten of voorwerpen zullen in beslag genomen worden en hij zal zo spoedig mogelijk overgeleverd worden aan de bevoegde gerechtelijke instanties¹.

Meer in het algemeen, wanneer de militaire politie tijdens de uitvoering van haar opdrachten overtredingen vaststelt wordt zij genoopt de gerechtelijke functies van korpscommandant uit te oefenen, met andere woorden alle noodzakelijke bewarende

¹ Cf. eveneens artikel 120ter , 2° van het Strafwetboek (zie infra)

maatregelen te nemen om de bevoegde gerechtelijke instanties alsook de bevoegde hiërarchische meerdere in te lichten.

Het is in dit raam dat de aanvrager via het verkrijgen van een machtiging voor een permanente elektronische toegang verder wenst te beschikken over de noodzakelijke gegevens afkomstig uit de databank van de DIV.

II. ONDERZOEK VAN DE AANVRAAG

A. ONTVANKELIJKHEID

3. Krachtens artikel 36bis van de WVP *"vereist elke elektronische mededeling van persoonsgegevens door een federale overheidsdienst of door een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid die onder de federale overheid ressorteert een principiële machtiging van (het bevoegde) sectoraal comité.*
4. Dit Comité moet nagaan of *"deze mededeling enerzijds nodig is voor de implementatie van de opdrachten die toevertrouwd worden door of krachtens de wet aan de vragende federale overheid en anderzijds of deze mededeling in zijn diverse aspecten compatibel is met al de geldige normen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wat de verwerking van de persoonsgegevens betreft"* (Parl. Doc. 50, 2001-2002, 1940/004).
5. De DIV, die deel uitmaakt van de FOD Mobiliteit en Vervoer, zal de persoonsgegevens aan de aanvrager meedelen via een permanente elektronische toegang. Het Comité is derhalve bevoegd.

B. TEN GRONDE

1. FINALITEITSBEGINSEL

6. Artikel 4, §1, 2° van de WVP staat uitsluitend een verwerking van persoonsgegevens toe voor welbepaalde, uitdrukkelijke omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en bovendien kunnen die gegevens niet verder worden verwerkt op een wijze die onverenigbaar is met die doeleinden. Het Comité onderzoekt hierna of deze beginselen in onderhavig geval worden nageleefd.
7. Krachtens artikel 6 van het Koninklijk Besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen mogen de persoonsgegevens van het repertorium van de voertuigen onder meer worden verwerkt voor de strafrechtelijke opsporing en vervolging van

misdaden, wanbedrijven en overtredingen (cf. 1^o) en de kennisgeving aan de bij een verkeersongeval betrokken partijen, van de identiteit van de verzekeringmaatschappijen die de burgerrechtelijke aansprakelijkheid dekken als gevolg van het gebruik van elk der bij dat ongeval betrokken voertuigen (cf. 16^o).

8. De door de MPG nagestreefde doeleinden bestaan erin om aan de hand van de inschrijving van het voertuig, de bestuurders te identificeren²:

- die een overtreding hebben begaan tegen de wegcode (in het raam van het niet-opvolgen van een bevel van een bevoegd agent) en de militaire politie toe te laten een proces-verbaal op te stellen teneinde de bevoegde gerechtelijke instanties te informeren;
- die een overtreding hebben begaan tegen het Strafwetboek door op ongeoorloofde wijze een militair domein te betreden of er zich zonder toelating te bevinden en de militaire politie toe te laten een omstandig verslag op te stellen teneinde de bevoegde gerechtelijke instanties te informeren;
- die na betrokken te zijn in een verkeersongeval met een militair voertuig een vluchtmisdrijf begaan en de militaire politie toe te laten een ongevallensverslag op te stellen teneinde de bevoegde gerechtelijke en militaire instanties te informeren.

9. De agenten van de MPG zijn gemachtigd om strafbare feiten op te sporen of vast te stellen of informatieverlagen op te stellen in het raam waarvan de gegevens van de DIV worden gevraagd:

- Krachtens artikel 3 van het Koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, zijn "de personen bevoegd om toezicht uit te oefenen op de naleving van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer en de ter uitvoering daarvan genomen reglementen":

(...)

11^o het personeel van de Belgische militaire politie bij de uitoefening van zijn dienst, uitsluitend inzake de toepassing van artikel 4.1 tot 4.3;

Artikel 4 van voormeld besluit bepaalt het volgende:

"4.1. De weggebruikers moeten onmiddellijk gevolg geven aan de bevelen van de bevoegde personen.

4.2. Als bevelen worden inzonderheid beschouwd :

² Cf. de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer (artikel 62) en het Strafwetboek (artikel 120ter, 2^o)

1° de arm recht opgestoken, wat stoppen betekent voor alle weggebruikers, behalve voor die welke zich op een kruispunt bevinden en dit dan ook moeten vrijmaken;

2° de arm of de armen horizontaal uitgestrekt, wat stoppen betekent voor de weggebruikers die naderen uit richtingen welke deze aangewezen door de arm of armen, dwarsen;

3° het overdwars zwaaien met een rood licht, wat stoppen betekent voor de bestuurders naar wie het licht gekeerd is.

4.3. De bevelen gericht tot de in beweging zijnde weggebruikers kunnen slechts gegeven worden door personen die de kentekens van hun functie dragen.

Die kentekens moeten zowel 's nachts als bij dag te herkennen zijn. (...)"

- Volgens het Strafwetboek, Hoofdstuk 2, artikel 120ter:
"Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot honderd euro wordt gestraft: (...)
2° Hij die, zonder verlof, hetzij de bekledingen of de glooiingen van de versterkingen, hetzij de muren, afsluitingen, hekken, omheiningen, hagen of andere omschuttingen die zich bevinden op militaire terreinen, beklimt of overschrijdt, of een fort of een van de andere in artikel 120bis, 1°, bedoelde inrichtingen betreedt".
- Krachtens het Decreet van 24 december 1811 betreffende de organisatie en de dienst van de staf van de oorlogsplaatsen (artikelen 67 en 74), zal iedere persoon die in weerwil van de veiligheidsvoorschriften een militaire installatie betreedt, er zich verplaatst of deze tracht te verlaten of iedere persoon die een militaire installatie fotografeert, aangehouden worden onder de voorwaarden bepaald voor het toezicht (wet van 20 juli 1990). Deze persoon zal gefouilleerd worden, verdachte documenten of voorwerpen zullen in beslag genomen worden en hij zal zo spoedig mogelijk overgeleverd worden aan de bevoegde gerechtelijke instanties.
- Ten slotte zodat, ingeval van vluchtmisdrijf door een bestuurder die betrokken was in een verkeersongeval met een militair voertuig, de militaire politie een ongevallenverslag kan opstellen om de bevoegde gerechtelijke en militaire instanties te informeren.

De toegang tot de databank van de DIV impliceert vanzelfsprekend dat er een voertuig betrokken is dat in het repertorium van de DIV staat geregistreerd.

10. Het Comité stelt dus vast dat de door de MPG geplande verwerkingen uitgevoerd zullen worden voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden.
11. De toegang tot de gegevens wordt overigens onderworpen aan de voorwaarde dat de gegevens slechts verkregen en gebruikt zullen worden:

- a. wanneer er een concrete noodzaak bestaat om een persoon te identificeren aan de hand van zijn nummerplaat of over te gaan tot noodzakelijke kruisingen, en dit
 - b. in het raam van de opdrachten van de MPG tot het opsporen en vervolgen van misdrijven of het opstellen van informatieverslagen.
12. Het Comité herinnert eraan dat de gevraagde gegevens uitsluitend voor deze doeleinden mogen worden verwerkt.

2. PROPORTIONALITEITSBEGINSEL

2.1. Aard van de gegevens

13. Artikel 4, §1, 3° van de WVP bepaalt dat de persoonsgegevens toereikend, ter zake dienend en niet overmatig dienen te zijn, uitgaande van de doeleinden waarvoor zij worden verkregen en waarvoor zij verder worden verwerkt.
14. De MPG vraagt toegang tot de volgende gegevens betreffende natuurlijke personen die houder zijn van een inschrijvingsbewijs:
- Naam, voornaam en volledig adres van de houder van de inschrijving
 - Taal van het inschrijvingsbewijs en datum van inschrijving
 - Chassisnummer, merk en type voertuig
 - Verzekering
15. Deze gegevens dienen in het algemeen om de natuurlijke of rechtspersoon die houder is van de inschrijving te identificeren, na te gaan of het om een echte, dan wel een valse nummerplaat gaat of om een gestolen nummerplaat die op een ander voertuig werd geplaatst alsook om het kruisen van informatie in het raam van een onderzoek.
16. Het gegeven "taal van het bewijs" wordt gevraagd aangezien het proces-verbaal en het antwoordformulier aan de betrokkene wordt gestuurd in de taal waarin het inschrijvingsbewijs werd opgesteld.
17. Volgens de aanvraag zijn het chassisnummer en de identificatiegegevens van de verzekeringsmaatschappij bijzonder nuttig ingeval van vluchtmisdrijf door een burgervoertuig na een ongeval met een militair voertuig. Dit vereist de inzameling van een maximum aan informatie³ alvorens het verslag door te sturen aan de gerechtelijke

³ Die onder meer toelaten de nummerplaat te koppelen met het betrokken voertuig.

overheid en aan de Algemene directie Juridische Steun en Bemiddeling – afdeling Geschillen, dienst bij Landsverdediging die belast is met de ongevallen en relaties met de verzekeringsmaatschappijen.

18. In het licht van de hiervoor beschreven doeleinden besluit het Comité dat de gegevens waartoe de aanvrager toegang zal krijgen proportioneel zijn voor het verwezenlijken van de beschreven doeleinden.

Betreffende het gegeven "adres" vestigt het Comité er de aandacht op dat om zich ervan te vergewissen dat dit gegeven juist en actueel is, dit gegeven gecontroleerd zou moeten worden bij het Rijksregister dat hiervoor de authentieke bron vormt⁴.

19. Bovendien vestigt het Comité er de aandacht op dat de ingezamelde gegevens, indien zij ingezameld of verwerkt worden met het oog op het inleiden van een rechtszaak of indien zij aanleiding kunnen geven tot administratieve sancties, beschouwd moeten worden als gerechtelijke gegevens zoals bedoeld in de WVP.
20. Bijgevolg wordt aanbevolen dat de aanvrager de bijzondere voorwaarden zou naleven die verbonden zijn aan dit soort verwerkingen. Deze voorwaarden zijn vermeld in artikel 25 van het Koninklijk besluit van 13 februari 2001 tot uitvoering van de WVP. Krachtens dit artikel dient de verantwoordelijke voor de verwerking duidelijk de categorieën personen aan te duiden die toegang krijgen tot de gegevens en dient hij hun functie nauwkeurig te omschrijven. De lijst met categorieën personen moet ter beschikking gehouden worden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De verantwoordelijke moet er bovendien over waken dat de aangeduide personen er door een wettelijke, statutaire of contractuele bepaling toe gehouden zijn de vertrouwelijkheid van de gegevens te bewaren.

2.2. Bewaringstermijn van de gegevens

21. De MPG wenst de gegevens te bewaren:
 - Proces-verbaal: gedurende 10 jaar; na aanvraag om bijkomende inlichtingen stemde de MPG niettemin ermee in deze termijn te herleiden tot 2 jaar, termijn die normaal moet volstaan om te beantwoorden aan elke vraag vanwege de gerechtelijke instanties;

⁴ In voorkomend geval dient een toegangsmachtiging gevraagd te worden aan het Sectoraal comité van het Rijksregister

- Informatieverslag (met inbegrip van het ongevallenverslag): gedurende 5 jaar (termijn gebaseerd op de bewaringstermijn van het inlichtingenboekje van het MP-personeel (reglement IF185)).

Bij een evenement met gewonden wordt de bewaringstermijn vastgesteld op 10 jaar.

Het Comité vestigt de aandacht van de aanvrager op het feit dat de wijze van bewaring van de gegevens moet aangepast worden aan de noden die mettertijd evolueren. Zo vereist de behandeling van een actief dossier een wijze van bewaring zodat de gegevens beschikbaar en toegankelijk zijn voor de personen die belast zijn met het dossier. Zodra de termijnen voor behandeling van het dossier zijn verstreken dient de wijze van bewaring nog slechts een beperkte beschikbaarheid en toegang te verlenen. Eens de bewaring niet langer noodzakelijk is voor het verwezenlijken van het beoogde doeleinde (met inbegrip van de beroepstermijnen, verjaring en archivering) dienen de gegevens te worden vernietigd.

22. Het Comité oordeelt dat de bewaringstermijnen passend zijn in het licht van artikel 4, § 1, 5° van de WVP.

2.3. Frequentie van de toegang en de duur van de machtiging

23. De MPG vraagt een permanente toegang aangezien hij op elk ogenblik moet kunnen beschikken over de vereiste inlichtingen om onverwijld een proces-verbaal te kunnen opstellen en een kopie hiervan te kunnen doorzenden aan de overtreder binnen de vastgestelde wettelijke termijn.

Ook bij een verkeersongeval met vluchtmisdrijf zijn deze inlichtingen van vitaal belang om snel en efficiënt te kunnen reageren en iedere vraag van de gerechtelijke instanties te kunnen beantwoorden.

Het Comité aanvaardt dat een permanente toegang noodzakelijk en passend is in het licht van artikel 4, § 1, 3° van de WVP.

24. De toegang wordt tevens gevraagd voor onbepaalde duur. De opdrachten van de MPG worden door de reglementering immers niet in de tijd beperkt, noch voor het opsporen en vervolgen van misdrijven, noch voor het opstellen van inlichtingenverslagen. Het Comité oordeelt dan ook dat de machtigingsaanvraag voor onbepaalde duur gepast is.

2.4. Bestemmingen en/of derden aan wie de gegevens worden meegedeeld

25. In de schoot van de MPG zal toegang verleend worden aan twee personen: de Chef van het Onderzoeksbureau en zijn adjunct.

26. De bij de DIV ingezamelde informatie zal meegedeeld worden aan de politie parketmagistraten van de gerechtelijke arrondissementen aan wie de processen-verbaal en de verslagen worden gestuurd alsook aan de aan de Algemene directie Juridische Steun en Bemiddeling – afdeling Geschillen bij het Ministerie van Landsverdediging.
27. In het licht van artikel 4, § 1, 3° van de WVP heeft het Comité er geen bezwaar tegen dat de voormelde personen toegang krijgen tot de bedoelde persoonsgegevens, op voorwaarde dat zij enkel gebruik maken van deze toegang binnen de bevoegdheden die hen door de reglementering werden verleend. Het Comité vraagt eveneens dat de nodige maatregelen zouden worden genomen zodat enkel deze personen over een toegang zouden beschikken en vestigt nogmaals de aandacht op de bijzondere voorwaarden vervat in artikel 25 van het Koninklijk besluit van 13 februari 2001 (cf. hiervoor punten 19-20).

3. TRANSPARANTIEBEGINSEL

28. Het Comité herinnert eraan dat een eerlijke gegevensverwerking een verwerking is die op transparante wijze plaatsvindt. De verplichte kennisgeving in de zin van artikel 9, § 2 van de WVP vormt een van de hoekstenen van een transparante verwerking.
29. In onderhavig geval worden de geplande gegevensverwerkingen evenwel uitgevoerd in toepassing van bepalingen, voorgeschreven door een wet, een decreet of ordonnantie. Overeenkomstig artikel 9, § 2, tweede lid, b) van de WVP is in een dergelijke situatie een vrijstelling van de verplichte kennisgeving van kracht. Deze uitzondering op de verplichte kennisgeving bedoeld in artikel 9, § 2 van de WVP betreft evenwel enkel de door een wet geoorloofde indirecte inzameling van gegevens.
- Het Comité onderstreept dat door over te gaan tot het noteren van nummerplaten de MPG een directe gegevensinzameling uitvoert die volkomen onderworpen is aan de verplichte kennisgeving.
30. Bijgevolg acht het Comité het noodzakelijk dat – in de gevallen waarin de MPG sommige gegevens rechtstreeks bij de betrokkene inzamelt – deze laatste duidelijk in kennis gesteld wordt van de naam van de verantwoordelijke voor de verwerking, het doeleinde van de verwerking en het bestaan van een recht op toegang en verbetering van de hem betreffende gegevens (cf. artikel 9, § 1 van de WVP).
- In de bijkomende inlichtingen die aan het Comité werden verstrekt stelt de MPG voor om, ingeval van opmaak van een inlichtingen- of ongevallenslag, de betrokkene schriftelijk in te lichten over het noteren van zijn nummerplaat met het oog op raadpleging van de

DIV voor het opstellen van een inlichtingenverslag bestemd voor de Procureur des Konings.

Na door de MPG te zijn geïdentificeerd via toegang tot de DIV, wordt de overtreder er (nvdr. lees "ten laatste") bij de ontvangst van het proces-verbaal samen met het antwoordformulier waarmee de betrokkene naast zijn versie van de feiten, deze erkent of ontkent en tevens andere informatie meedeelt, over geïnformeerd dat hij het voorwerp heeft gevormd van een proces-verbaal.

Het Comité neemt hiervan akte.

31. Voor de gegevens die niet bij de betrokkene werden ingezameld meent het Comité dat de vrijstelling van kennisgeving bedoeld in artikel 9, § 2, 2^{de} lid b), van de WVP kan toegepast worden (cf. supra punt 29). Deze vrijstelling belet evenwel niet dat het Comité zich kan vergewissen van het bestaan van passende waarborgen voor de bescherming van de fundamentele rechten van de betrokkenen en dit bovenop deze waarvan sprake in het voorgaande punt. De mededeling van de algemene informatie dat gegevens worden ingezameld bij de DIV voor het verwezenlijken van de voormelde doeleinden zou bijvoorbeeld kunnen gebeuren op de website van de aanvrager en van de DIV zonder dat dit evenwel schade berokkent aan het onderzoek of aan bijzondere situaties.

4. VEILIGHEID

4.1. Op het niveau van de MPG

32. Uit de door de aanvrager meegedeelde documenten blijkt dat hij beschikt over een consulent inzake informatieveiligheid alsook over een algemeen veiligheidsbeleid en een plan in toepassing hiervan. Het Comité neemt hiervan akte.

4.2. Op het niveau van de DIV

33. Uit de meegedeelde documenten blijkt dat de DIV positief antwoordt op de eerste twaalf vragen van de evaluatievragenlijst inzake veiligheid van verwerkingen van persoonsgegevens. Bijgevolg beschikt zij over een consulent inzake informatieveiligheid alsook over een algemeen veiligheidsbeleid en een plan in toepassing hiervan. Het Comité neemt hiervan akte.

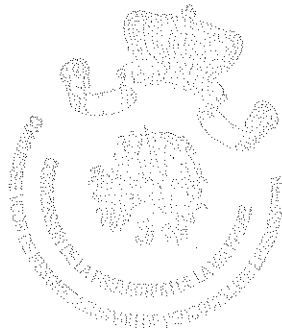
OM DEZE REDENEN

Het Comité

- **Machtigt** de FOD Mobiliteit en Vervoer (DIV) en het Ministerie van landsverdediging (MPG) om over te gaan tot de in de machtigingsaanvraag beoogde gegevensverwerking mits rekening wordt gehouden met de hierboven geformuleerde opmerkingen (zie in het bijzonder de punten 18, 20-21, 27, 28-31).

De Wnd. Administrateur,

De Voorzitter,



Patrick Van Wouwe

Willem Debeuckelaere

Voor eensluidend verklaard afschrift:

Patrick Van Wouwe,
Afdelingshoofd ORM 04.06.2012